



Vue d'ensemble des composants de la stratégie en matière de politique de sécurité 2026. (Crédit : SEPOS)

La célèbre citation de Antonio Gramsci hélas redevenue d'actualité « *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres* ».

Politique de sécurité

Rentrée de l'an 2026 du CHPM : Conférence du Secrétaire d'Etat à la politique de sécurité

Adrien Fontanellaz

Membre du comité scientifique du CHPM

La première Rentrée de l'An du Centre d'Histoire et de Prospective Militaires (CHPM) s'est tenue le jeudi 29 janvier 2026. La soirée a été l'occasion d'une présentation de la stratégie de la Suisse en matière de politique de sécurité par le Dr. Markus Mäder, Secrétaire d'Etat à la politique de sécurité. Le conférencier a structuré son intervention en deux parties. La première exposait le contexte sécuritaire dégradé dans lequel nous évoluons, tandis que la seconde décrivait la stratégie élaborée pour faire face aux risques majeurs que présente ce contexte.

Un environnement incertain Le contexte sécuritaire suisse dans son ensemble s'est considérablement dégradé ces dernières années, et notamment depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, mais aussi, plus récemment, en raison de l'affaiblissement du lien transatlantique et de facteurs tels que l'émergence de la Chine en tant que puissance globale, et surtout le réchauffement climatique. Par ailleurs, une variété d'acteurs ont recouru à des opérations de guerre hybride, qui brouillent les frontières permettant de délimiter l'état de paix et l'état de guerre. Le monde devient dans le même temps plus fragmenté et plus instable, tandis que le droit international perd de son pouvoir d'application. La formule d'Antonio Gramsci, énoncée dans les années 1930, « *Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître. Dans ce clair-obscur surgissent les monstres* », semble avoir retrouvé toute son actualité. La situation sécuritaire en Europe n'a ainsi jamais été aussi dangereuse et complexe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et elle risque de s'aggraver encore. La Suisse ne peut pas éviter ces mouvements de fonds globaux, notamment parce qu'elle est interconnectée de manière indissociable à un environnement beaucoup plus vaste, à travers des espaces physiques, cyber, extra-atmosphériques ou électromagnétiques. Cette interconnectivité est à la fois source d'opportunités et de vulnérabilité. De surcroît, nous sommes également confrontés à des menaces intérieures, à l'instar de la criminalité organisée ou du terrorisme.

Une stratégie de politique de sécurité globale

Cette dégradation de l'environnement sécuritaire a suscité des réactions de la part des autorités fédérales et a notamment donné lieu à la création du Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité (SEPOS) le 1^{er} janvier 2024, afin de renforcer la cohérence et la vision stratégique de la politique de sécurité de la Confédération, et de lui donner une dimension plus prospective pour mieux identifier les risques et les défis à long terme. Le SEPOS a notamment pour mission de piloter, de coordonner et



Dr. Markus Mäder

d'aligner l'action de l'ensemble des organes fédéraux et cantonaux concernés.

La politique de sécurité suisse, et donc l'activité du SEPOS, repose sur les éléments contenus dans la Stratégie en matière de politique de sécurité 2026, qui est actuellement en consultation générale jusqu'à la fin du mois de mars, puis qui sera soumise au Conseil fédéral pour approbation au cours de l'année. Cette stratégie repose sur trois axes qui se complètent et se renforcent mutuellement : renforcer la résilience, améliorer la protection et accroître la capacité de défense. Elle permet ainsi d'adresser l'ensemble du spectre des menaces induites par la guerre hybride, ce qui constitue une condition préalable indispensable pour disposer d'une capacité de dissuasion crédible. Le Dr. Markus Mäder a conclu son exposé en rappelant qu'une telle stratégie ne pouvait fonctionner que si l'ensemble des acteurs concernés par les thématiques de la sécurité y participaient, y compris ceux issus du monde associatif, à l'instar du CHPM. Il a également souligné que, si la dégradation accélérée de notre environnement sécuritaire était inquiétante, les vertus inhérentes au système de milice et la vigueur de notre démocratie semi-directe constituaient des motifs d'optimisme.